TVA : une évolution pour les services de gestion de fonds d'investissement ?

Le «Bundesfinanzgericht» autrichien a récemment (février 2022) décidé que des services de «reporting fiscal» et de mise à disposition d'un logiciel spécifique à la gestion de risques rendus à des fonds d'investissement ou à leur société de gestion peuvent être considérés comme des services de gestion de fonds exonérés de TVA. Même si cette jurisprudence autrichienne, n'est, bien évidemment, pas d'application directe au Luxembourg, elle est néanmoins intéressante à examiner puisqu'elle met en œuvre des principes dégagés par la Cour de justice de l'Union européenne⁽¹⁾ et concerne un secteur important pour la place luxembourgeoise.

Par Raphaël GLOHR, Partner et Michel LAMBION, Managing Director, Deloitte Tax & Consulting

Le «Bundesfinanzgericht» autrichien avait soumis à la Cour de justice européenne deux affaires relatives à l'application de l'exonération des services de gestion de fonds d'investissement prévue par l'article 135.1.g) de la Directive TVA européenne transposé à l'article 44.1.d) de la loi TVA luxembourgeoise.

La première affaire concerne les services dits de «reporting fiscal». Les personnes détenant des parts ou actions de fonds d'investissement ont besoin de recevoir d'eux un certain nombre d'informations leur permettant de se conformer à leurs propres obligations fiscales. De telles obligations sont prévues, en Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, France, Suisse, USA, etc. Elles sont souvent très complexes à mettre en œuvre puisque elles obligent à distinguer au niveau de chaque investisseur la quote-part qui lui revient des dividendes, intérêts, plus-values réalisées ou non, à court ou long terme, au sein du «pot commun» que les actifs du fonds constituent.

En raison de la complexité de ces règles qui ne sont absolument pas harmonisées, les fonds et leurs sociétés de gestion externalisent souvent l'exécution de ces obligations auprès de prestataires de services spécialisés. Un de ces prestataires, établi en Autriche, a considéré que ces services pouvaient être exonérés de TVA au titre de services de gestion de fonds ce qui fut contesté par les autorités fiscales autrichiennes et aboutit à une question préjudicielle de la justice autrichienne à la Cour de justice de l'Union européenne.

La seconde affaire concerne la mise à disposition, moyennant paiement d'une redevance, d'un logiciel spécifiquement développé pour une

certaines conditions, aux deux types de services en cause. La Cour met un accent particulier sur le lien intrinsèque entre le service et la gestion du fonds, et l'utilisation exclusive des services pour la gestion du fonds, sans néanmoins exiger une externalisation complète du service.

La jurisprudence du «Bundesfinanzgericht» autrichien

Le rôle de la Cour de justice se limite à déterminer les principes d'interprétation alors que l'application aux cas concrets relève des juridictions nationales, ici, le «Bundesfinanzgericht». Il est donc intéressant d'examiner sa décision finale puisque le tribunal a une connaissance plus intime des faits lui permettant une appréciation concrète des principes.

Pour les services de «reporting fiscal», le «Bundesfinanzgericht» autrichien confirme qu'ils peuvent être exonérés de TVA dans la mesure où ils sont destinés uniquement à permettre aux personnes ayant investis dans des fonds d'investissement de satisfaire à leurs obligations fiscales, à l'exclusion de toute autre catégorie d'investisseurs, ce qui, sur la base des informations disponibles, serait le cas des législations allemandes et autrichiennes mais pas de la législation suisse. Le «Bundesfinanzgericht» conclut donc que les premiers peuvent être exonérés de TVA mais pas les seconds.

Quant à la mise à disposition du logiciel, le «Bundesfinanzgericht» admet aussi qu'elle puisse être exonérée de TVA dans la mesure où le logiciel a été développé pour les besoins spécifiques de la société de gestion qui ne l'utilise que dans le cadre de la gestion de fonds d'investissement.

Il est à préciser que, sur la base des informations disponibles, l'administration autrichienne n'a pas introduit d'appel contre ces deux décisions qui sont, il est vrai, extrêmement claires et soutenues par les principes dégagés par la Cour de justice de l'Union européenne.

Et au Luxembourg ?

Au regard de la taille du secteur des fonds d'investissement au Luxembourg et du nombre d'investisseurs résidents dans des pays leur imposant des règles de «reporting fiscal» spécifiques, la question de l'exonération des services y relatifs est importante. Il en va de même pour la mise à disposition de logiciels. A défaut

de position officielle, les éléments suivants nous semblent devoir être considérés clés.

Tout d'abord, et sous réserve de la position de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, même s'il semblerait logique, suite à cette jurisprudence, que certains services actuellement taxables pourraient à l'avenir être exonérés de TVA, il convient de rester prudent et de ne pas penser qu'une large gamme de services de nature fiscale, réglementaire et juridique pourrait à l'avenir être exonérée de TVA.

En effet, les conditions sont claires et strictes : il doit s'agir de services intrinsèquement liés à l'activité des fonds et utilisés uniquement par et pour eux. Il ne nous semblerait donc pas possible d'étendre l'exonération, pour citer un exemple que nous connaissons bien de par notre pratique, aux déclarations TVA puisque, certes, de nombreux fonds d'investissement sont obligés d'en déposer mais qu'il s'agit d'une obligation imposée à tous les assujettis TVA (hors quelques cas spécifiques).

Par ailleurs, si une exonération de TVA est, a priori, intéressante lorsque le client, ici le fonds ou sa société de gestion, ne peut pas déduire la TVA, il ne doit pas être oublié qu'il implique que le prestataire du service ne peut pas déduire la TVA sur ses charges («input VAT»). Il supporte alors lui-même une «TVA cachée» sur ses propres coûts qu'il doit intégrer dans son prix de revient afin de la transférer à son client. A défaut de pouvoir intégrer cette TVA cachée dans son prix de vente, il devra la supporter, diminuant ainsi sa marge bénéficiaire.

Dans le cas, rare, d'un service taxable qui devient exonéré, le prix convenu à l'origine de 100 + 17 de TVA devrait logiquement évoluer vers un prix hors TVA de 100 + X de «TVA cachée». Si nous supposons que cette TVA cachée est de 7, le prix final pour le client serait de 107, ce qui représente un gain de 10 par rapport au prix avec TVA. Intéressant certes, mais moins élevé que le gain de 17 qui aurait pu être espéré. Ce raisonnement s'applique tant aux prestataires de «reporting fiscal» qu'à ceux de logiciels, ou à tout autre prestataire dans une situation identique.

Ces jurisprudences, constituent des éléments importants pour les opérateurs concernés qui doivent certainement les considérer et examiner comment les appliquer, sans jamais oublier que les exonérations restent d'application strictes, que c'est toujours à l'assujetti de démontrer les conditions d'application de l'exonération dont il invoque l'application et qu'elles impliquent la non-déduction de la TVA. De même, il sera utile de suivre les développements de la pratique locale.

1) «K» et «DBAG», C-58 et 59/20, du 21 juin 2021

société de gestion fonctionnant sur son infrastructure informatique et qui lui permet de s'acquitter de ses obligations en matière de gestion des risques et ce de manière automatisée puisque l'intervention de ses employés se limite à fournir un certain nombre d'informations.

Précisons que l'exonération ne peut s'appliquer que si les services bénéficient, *in fine*, à des fonds d'investissement éligibles à recevoir des services exonérés de TVA en vertu de l'article 135.1.g) de la Directive TVA.

Les principes dégagés par la Cour de justice de l'Union européenne

La Cour de justice a rappelé et précisé, lors de son examen de ces deux affaires, les critères applicables à l'interprétation de la notion de services de gestion de fonds. Le premier de ces critères est la «nature intrinsèque» du service par rapport à l'activité du fonds. A cet égard, elle juge que l'application de l'exonération à un service externalisé n'exige pas qu'il le soit totalement parce qu'une telle exigence rendrait impossible l'exonération de l'externalisation et violerait le principe de neutralité fiscale qui veut que le régime TVA ne soit pas influencé par le type d'organisation choisi par les opérateurs économiques.

Ensuite, la Cour a examiné si les services en cause peuvent être considérés comme «spécifiques et essentiels» à la gestion de fonds, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas des services utilisés de manière générique par l'ensemble des opérateurs économiques, comme des services de nettoyage, de comptabilité ou informatiques «de base».

Donc, sur la base de ces critères, la Cour de justice a décidé que l'exonération pouvait s'appliquer, sous

La guerre en Ukraine va-t-elle déclencher une crise alimentaire mondiale ?

By Maxim MANTUROV, Responsable du conseil en investissement chez Freedom Finance Europe

L'invasion de l'Ukraine a été immédiatement suivie d'une série de sanctions économiques à l'encontre de la Russie. Ces mesures ne connaissent toutefois pas de frontières et pèsent sur le marché de l'alimentaire mondial, provoquant un certain nombre de problèmes dans les pays européens. En effet, l'Ukraine comme la Russie sont les principaux exportateurs de céréales, mais aussi d'engrais. L'Ukraine est en outre le plus grand fournisseur d'huile végétale au monde. Quelles pourraient être les conséquences de cette guerre pour les Européens dans les mois à venir ?

Déficit alimentaire

La crise alimentaire va à nouveau soulever la question de l'autonomie de

l'Europe en matière de production agricole. Des mesures visant à protéger les agriculteurs ont déjà été prises en France et en Chine. L'Italie pourrait suivre. Les pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) seront les plus durement touchés. En effet, ils sont des importateurs nets directs et, dans certains cas, ils pourraient souffrir de pénuries alimentaires chroniques.

Dans cette éventualité, il est probable que l'ONU s'attaque au problème et tente d'identifier les pays et entreprises qui peuvent combler le déficit alimentaire.

Qu Dongyu, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : «La Russie est le plus grand exportateur de blé, et l'Ukraine se classe cinquième. À l'échelle mondiale, ces deux pays assurent ensemble 19% de l'offre d'orge, 14% de l'offre de blé et 4% de l'offre de maïs, et réalisent plus d'un tiers des exportations mondiales de céréales. Ce sont aussi de grands fournisseurs de colza, qui représentent par ailleurs 52% des exportations mondiales d'huile de tournesol. L'offre mondiale d'engrais est aussi extrêmement concentrée, la Russie en étant le premier producteur.»

Consommation record de biocarburants

La crise actuelle est amplifiée par l'usage des biocarburants à base de matières premières alimentaires dans les carburants en Europe. Les chiffres montrent un recours accru aux huiles de palme et de soja depuis plusieurs années et, plus grave encore, la quantité de céréales dans les carburants ne cesse d'augmenter. Au total, plus d'un milliard de litres de biocarburants ont été consommés en Belgique en 2020, alors que le pays ne produit que 9% des matières premières utilisées à cette fin. Le reste, importé, provient à 58% de pays situés hors de l'Union Européenne. Cette concurrence alimentaire néfaste au niveau mondial est exacerbée par la situation dramatique en Ukraine, et va mener à un probable abandon progressif de l'obligation d'incorporation des biocarburants issus de matières premières alimentaires en Belgique.

Hausse des prix des produits de base

Les actions des entreprises du secteur agricole ont été sous les feux de la rampe ces derniers mois. En raison des pro-

blèmes de chaîne d'approvisionnement, de la hausse du coût de l'énergie et des prix des carburants, et de l'augmentation de la demande mondiale dans un contexte de tensions géopolitiques, les denrées alimentaires ne cessent de renchérir. De plus, les économistes prévoient que les prix des aliments resteront élevés en 2022, ce qui accélérera l'inflation. Par exemple, l'inflation alimentaire aux États-Unis a atteint 6,7% en janvier, le niveau le plus élevé depuis février 1990.

Selon le dernier rapport sur le revenu agricole du ministère américain de l'agriculture (USDA), le revenu agricole net augmentera de 23,9 milliards de dollars en 2022, soit une hausse de 25% par rapport à l'année dernière (en glissement annuel). En d'autres termes, la baisse de l'offre mondiale et la forte demande de la Chine et de l'Europe ont entraîné une hausse des prix des produits de base. En outre, la croissance accrue de la demande de l'Europe, à son tour, a le potentiel de profiter au secteur agricole en augmentant les revenus.

Deuxième producteur mondial d'engrais, la Russie représente 13% du marché mondial. En suspendant ses exportations, le pays pourrait obliger les superpuissances

agricoles du monde, dépendant des engrais importés, à chercher de nouveaux fournisseurs. La reprise actuelle des prix des céréales devrait être de bon augure pour le géant de l'agriculture dans les mois à venir. Les contrats à terme sur le blé ont atteint leur niveau le plus élevé jamais enregistré début mars, tandis que les prix du maïs ont également battu tous les records. Cette situation inédite permet déjà à certaines grandes entreprises du secteur, cotées en bourse, de gagner de la valeur – par exemple Bunge (NYSE:BG), un des leaders mondiaux dans l'achat, le stockage, le transport, la transformation et la vente de matières premières agricoles et de céréales. Ainsi, les actions des sociétés agricoles, qui ont un pouvoir de fixation des prix, sont en bonne position pour s'apprécier. Elles bénéficient des pressions inflationnistes actuelles, transférant les coûts aux clients, tandis que les tensions géopolitiques toucheront les approvisionnements alimentaires dans le monde entier.

Les crises bouleversent l'équilibre mondial, impactent la bourse comme les marchés et, in fine, les consommateurs. Dans ce contexte instable, il sera indispensable de redoubler de prudence pour s'adapter au plus vite à une nouvelle donne et trouver des opportunités de résilience.